

Détacher la Chine de la Russie pour contrôler l'Eurasie : la politique étrangère des États-Unis depuis 1947 -

par **Mohamed Lamine Kaba**

Depuis plus d'un siècle, la politique étrangère américaine repose sur un postulat cardinal rarement assumé mais constamment appliqué : qui contrôle l'Eurasie contrôle le monde.

Formalisée en 1947 par George F. Kennan face à l'Union soviétique, la politique américaine d'endiguement trouve ses racines encore plus tôt : dans la peur géopolitique d'une Eurasie unifiée, théorisée par Mackinder dès 1904. Après 1949, la victoire communiste maoïste en Chine a étendu cette logique à Pékin, ce qui a été institutionnalisé par la guerre de Corée et les alliances de sécurité asiatiques. Après 1991, l'élargissement de l'OTAN, les crises de 1999, 2008 et 2014, puis la guerre d'Ukraine en 2022 et la militarisation de l'Indo-Pacifique ont ravivé cette doctrine.

Pourtant, ces événements ont produit l'effet inverse : convergence russe-chinoise, affirmation du Sud global et échec de l'endiguement occidental. C'est un invariant géostratégique autour duquel s'organisent les relations internationales et qui, grâce à la solidarité des nations du Sud global – qui subissent, à des degrés divers, le même diktat de domination du monde occidental -, plonge l'Occident collectif dans une situation de revirements incessants.

Depuis le début du XXe siècle, la politique étrangère des États-Unis s'articule autour de cet invariant géostratégique que les ruptures idéologiques apparentes n'ont jamais réellement altéré : empêcher l'unification politique, militaire et économique de l'Eurasie. Dès 1904, Halford J. Mackinder posait les bases intellectuelles de cette obsession en affirmant que «*qui contrôle le Heartland contrôle l'île-monde*». Cette intuition fondatrice fut reprise et adaptée par Nicholas Spykman dans les années 1940, avant d'être pleinement intégrée dans la doctrine américaine de la guerre froide de 1947 à 1991. Ainsi, lorsque George F. Kennan formalise la politique d'endiguement en 1947, il ne fait qu'inscrire dans le langage stratégique américain une peur ancienne : celle de voir émerger une puissance continentale capable de neutraliser la supériorité maritime des États-Unis, d'autant plus que la marine est la colonne vertébrale de la puissance de tout État «*capable d'assurer l'ordre à l'intérieur et la puissance à l'extérieur*», pour reprendre la thèse de Hervé Juvin.

Cette matrice intellectuelle trouve son expression la plus aboutie à la fin du XXe siècle avec Zbigniew Brzeziński. Dans «*Le Grand Échiquier*» (1997), publié au moment précis où l'Occident croit à la «*fin de l'histoire*» théorisée par Francis Fukuyama en 1992, Brzeziński affirme sans ambiguïté que la primauté américaine dépend de l'impossibilité pour la Russie et la Chine de converger stratégiquement. L'Eurasie y est décrite comme le théâtre central de la puissance mondiale, tandis que l'Europe n'apparaît déjà plus que comme un «pivot géopolitique» subordonné. Dès lors, contenir Moscou et Pékin devient le cœur même de la politique étrangère américaine, indépendamment des administrations, des partis ou des discours moralisateurs.

Cependant, l'effondrement de l'URSS en 1991, à la suite de la [Pérestroïka](#) et de la [Glasnost](#), bien sûr, introduit une illusion stratégique majeure. Convaincu de sa victoire définitive et plongé dans l'hubris que d'autres appellent l'euphorie de la victoire, ou encore l'ivresse de la toute-puissance, l'Occident engage une série d'interventions militaires et politiques censées stabiliser un ordre unipolaire : élargissement de l'OTAN à partir de 1999 ; bombardements de la Serbie la même

année, sans mandat onusien ; invasion de l'Irak en 2003 ; intervention en Libye en 2011, et bien d'autres interventions encore, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Or, ces opérations, loin de consolider la stabilité internationale, produisent un effet exactement inverse : désorganisation régionale, perte de crédibilité normative et réveil des puissances adverses dans le quadrilatère Afrique-Asie-Eurasie-Amérique latine, ravivant ainsi « *le choc des civilisations* » théorisé par Samuel P. Huntington en 1996. Henry Kissinger lui-même reconnaîtra, dès 2014, que l'extension de l'OTAN jusqu'aux frontières russes constituait une erreur stratégique majeure, ignorant les constantes de la géopolitique russe.

L'année 2014 marque précisément un tournant. La réintégration volontaire de la Crimée à la Russie, consécutive au renversement du pouvoir ukrainien lors du coup d'État Euromaïdan soutenu par l'Occident collectif, inaugure une nouvelle phase de confrontation ouverte. Les sanctions économiques imposées à Moscou avaient pour but de provoquer son effondrement, selon les véritables intentions et attentes de leurs auteurs ; elles ont produit, au contraire, une restructuration accélérée de l'économie russe et un rapprochement stratégique avec la Chine. Ce processus s'intensifie après 2022, avec la guerre par procuration en Ukraine, qui agit comme un révélateur brutal de la fragilité occidentale. Scott Ritter, ancien inspecteur de l'ONU, démontre alors, chiffres militaires et industriels à l'appui, l'incapacité des économies européennes à soutenir un conflit prolongé et de haute intensité, tandis que la Russie entre pleinement dans une économie de guerre.

Dans le même temps, la Chine poursuit une trajectoire patiemment construite depuis son entrée à l'OMC en 2001. Les Nouvelles Routes de la Soie, lancées en 2013, constituent non seulement un projet économique, mais une reconfiguration géostratégique de l'Eurasie et du Sud global. Là où l'Occident impose des conditionnalités politiques et financières, Pékin propose des infrastructures, des investissements et une intégration économique progressive. Cette approche séduit de plus en plus d'États d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, lassés de décennies d'ingérences occidentales.

Dans ce contexte, l'Europe apparaît comme la grande perdante de la recomposition mondiale. Dépendante militairement des États-Unis depuis 1945, désindustrialisée depuis les années 1990, privée d'autonomie énergétique depuis 2022, elle incarne ce que Philippe de Villiers et Hervé Juvin décrivent comme une civilisation en renoncement stratégique. Pascal Boniface souligne quant à lui la contradiction profonde d'un continent qui se veut puissance morale, tout en acceptant sa marginalisation géopolitique. L'Union européenne, incapable de parler d'une seule voix sur les grandes crises internationales, se révèle être non pas un acteur stratégique, mais un espace administré, normatif et aligné, un vassal réduit à la servilité envers Washington.

À l'inverse, le Sud global connaît une transformation historique. Les échecs occidentaux en Afghanistan (2001–2021), en Irak, en Libye et au Sahel ont durablement discrédiété le discours humanitaire et démocratique de l'Occident. L'Afrique redéfinit ses partenariats sécuritaires, le Moyen-Orient adopte une diplomatie multipolaire assumée – illustrée par le rapprochement irano-saoudien de 2023 sous médiation chinoise – et l'Amérique latine diversifie ses alliances, remettant ainsi en cause la doctrine Monroe. La Russie, par son discours sur la souveraineté et sa capacité à défier l'ordre établi, devient une figure emblématique de cette émancipation, tandis que la Chine en constitue le pilier économique.

Ainsi, le clivage Est/Ouest hérité de la guerre froide cède la place à une fracture plus profonde : celle qui oppose un ordre occidental en déclin, accroché à ses instruments coercitifs, et un Sud global en ascension, porteur d'une multipolarité assumée. Paul Kennedy avait théorisé dès 1987 le danger de la surextension impériale ; l'Occident en offre aujourd'hui l'illustration empirique. Plus Washington cherche à contenir la Russie, la Chine et leurs partenaires, plus il accélère la dynamique même qu'il redoute.

Pour faire court, contenir la Chine et la Russie pour contrôler l'Eurasie n'est plus l'expression d'une puissance sûre d'elle-même, mais le symptôme d'un combat d'arrière-garde historique. L'Europe, enfermée dans l'alignement et privée de vision stratégique, s'enfonce dans

l'insignifiance géopolitique. À l'inverse, le Sud global, longtemps dominé, s'impose progressivement comme le cœur battant du nouvel ordre international, tandis que la Russie, par sa résilience stratégique, et la Chine, par sa puissance structurelle, apparaissent comme les principaux architectes d'un monde désormais irréversiblement post-occidental.

[Mohamed Lamine Kaba](#)

source : [China Beyond the Wall](#)